



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

26/02/2026

La CGT intégrée au système ?

N° 966 24/02/2026 Lors de sa dernière réunion, les 3 et 4 février dernier, le CCN (Comité Confédéral National) de la CGT, instance dirigeante de l'organisation syndicale entre deux congrès, a adopté un texte qui ne laisse pas d'interroger les militants du syndicalisme de classe.

Ce « plan de travail » commence par une introduction ahurissante.

Le CCN de la CGT nous dit : « Grâce au rapport de force que nous avons construit pour obtenir un budget à la hauteur des urgences sociales et environnementales, nous avons forcé le gouvernement et le patronat à abandonner une partie du plan d'austérité qu'ils voulaient nous imposer. Ils ont été obligés de renoncer à désindexer les pensions et les prestations sociales, doubler les franchises médicales, nous voler 2 jours fériés, taxer les activités sociales et culturelles, limiter les affections de longue durée... Alors qu'ils voulaient imposer la retraite par capitalisation avec leur conclave retraite, nous avons gagné un décalage de l'application de la réforme des retraites, première étape vers l'abrogation pure et simple de la réforme. Pour autant ce budget d'austérité est inacceptable : le combat continue pour s'opposer à la casse et gagner sur nos revendications. ».

On se demande d'abord quel rapport de force a construit la CGT et quand. Les deux initiatives des 10 et 18 septembre 2025 ont certes été de relatifs succès, mais, d'une part, le premier n'est pas à l'initiative de la direction confédérale de la CGT qui l'a évoqué tardivement sans jamais y appeler quand des fédérations et des Unions Départementales le faisaient, et, d'autre part, l'intersyndicale s'est arrangée de manière à casser le mouvement en proposant une date lointaine, le 5 octobre, où tout le monde a pu constater que le souffle était retombé. Cette manœuvre de l'intersyndicale nationale, une instance servant de manière de plus en plus évidente, de relais au Capital, s'est faite avec le plein accord de la direction de la CGT.

Tous les exemples cités de ce que nous aurions « gagné » correspondent en fait aux concessions à minima qu'a faites le gouvernement pour rallier les députés du Parti socialiste, sans lesquels son budget d'austérité et de casse sociale n'aurait pu être avalisé. Or, à aucun moment, le texte de la CGT ne condamne l'attitude du PS, ni ne dénonce le budget, finalement advenu, alors qu'il est catastrophique pour les travailleurs. À croire que toute cette argumentation n'est destinée qu'à évacuer la question centrale de ce budget et à empêcher toute critique du PS.

Cette introduction est suivie de douze priorités du « plan de bataille » de la CGT. Nous en évoquons quelques-uns.

Le premier est titré : « Un mois de mobilisations pour gagner des augmentations de salaires et de pensions. » et promeut les « mobilisations » à l'occasion des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires). Le texte restreint la période de lutte pour des augmentations de salaire à la dernière ligne droite de ces NAO (un mois) alors que ces NAO ont été instituées, à l'occasion des lois Auroux, en 1982, pour limiter et encadrer les grèves des travailleurs à propos des salaires ; Stéphane Sirot le rappelait récemment dans l'interview qu'il nous a accordée. Par ailleurs, dans les quatre phrases développant ce titre, le mot « grève » est absent.

Le titre du quatrième point s'intitule : « Des maires pour répondre aux exigences sociales et environnementales ! ». On y lit la CGT : « interpelle les candidats avec des propositions notamment sur le logement, la santé, la culture, les transports et l'éducation. ». Force est de constater que les échéances électorales prennent de plus en plus de place dans les préoccupations de la direction confédérale de la CGT. L'expérience désastreuse de l'appel à voter pour les candidats du pseudo « Nouveau Front Populaire » n'a manifestement pas servi de leçon, ni les virages du Parti socialiste en direction de ce qu'il est convenu d'appeler le bloc central. Le rôle de la CGT ne devrait pas être d'interpeller les candidats, mais de mener la lutte des classes et d'organiser la riposte.

Or, bien au contraire, la suite du texte nous montre ceci: la priorité pour le CCN de la CGT, est d'attendre les élections. A preuve, le point neuf demande « *une loi pour protéger les libertés syndicales* » et le point dix, « *une loi pour que les travailleurs des plateformes, chauffeurs Uber, livreurs Deliveroo... soient automatiquement considérés comme salariés et aient accès à une protection sociale.* ». Et jamais ne se pose la question, mais qui donc va voter ces lois ? Dans le cadre de l'Assemblée nationale actuelle c'est impossible. Il serait d'ailleurs intéressant de rappeler que, de Sarkozy à Macron, en passant par Hollande, tous les pouvoirs ont usé et abusé de la répression d'État envers les syndicalistes de lutte. On comprend donc que toutes ces demandes de lois sont basées sur une espérance non argumentée concernant les résultats des échéances électorales à venir.

Ensuite, la direction de la CGT semble avoir du mal à comprendre ce qu'est l'impérialisme. Ne parlons même pas de l'impérialisme comme stade du capitalisme, qui passe à mille lieues au-dessus des dirigeants de la CGT. Mais, même le concept de puissance impérialiste leur échappe. Voici l'intégralité du point onze (Faisons campagne pour la paix) : « *Face aux impérialismes, face à Trump, Poutine, Netanyahu et leur folie belliciste, pour soutenir les résistances des peuples en lutte pour leur liberté, multiplions les initiatives de solidarité internationale et de mobilisation pour la paix, le multilatéralisme et le respect du droit international ! A l'occasion de la journée Internationale de la terre et en soutien au peuple Palestinien nous serons mobilisés et en manifestation le 28 mars prochain.* ». Les impérialismes se bornent donc aux USA, la Russie et, mis sur le même plan, l'État colonial sioniste, n'étant pourtant que le prolongement organique de l'impérialisme occidental. Et, justement, ce bloc impérialiste est absent de la rhétorique de la direction de la CGT. Notre propre impérialisme, celui de la France et de la réactionnaire UE est oublié. Par ailleurs, nous avons là un mélange des genres, mettant sur le même plan les guerres impérialistes (Ukraine), les agressions impérialistes des USA et la guerre de libération nationale de la Résistance et du peuple palestiniens. Mais cette libération nationale n'est même pas évoquée. A ce sujet, la CGT, très absente de la mobilisation de solidarité avec la Palestine libre, évoque une unique manifestation le 28 mars, passant sous silence l'urgence et la nécessité d'une mobilisation ample et régulière ainsi que la répression d'État accrue contre les partisans de la Résistance palestinienne.

Enfin le point douze a pour titre : « *Pour élever le rapport de force et gagner, renforçons la CGT !* ». C'est significatif de ce qui se passe dans beaucoup de structures et d'instances de la CGT. On y parle beaucoup de renforcer la CGT mais sans jamais évoquer la question centrale : « pour quoi faire ? ». Le renforcement de la CGT en soi n'a pas d'intérêt si la CGT n'est plus un syndicat de lutte des classes, mais une organisation intégrée au système. En parlant de renforcement, il faut parler d'orientation. Or, ce que nous lisons et devinons dans ce texte qui ferait référence à une orientation de la CGT est aux antipodes de la lutte des classes.

Plus le congrès de la CGT se rapproche (il aura lieu du 1^{er} au 5 juin prochain), plus l'organisation se révèle comme une grosse machine vide de sens, qui tourne pour elle-même et sert de point d'appui au Grand Capital. La Bourgeoisie capitaliste est en train de mettre la main idéologiquement sur le dernier syndicat qui n'était pas encore intégré au système. C'est là le vrai enjeu du futur congrès de la CGT : laisser faire, continuer ce processus, ou l'arrêter.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, les travailleurs ont besoin d'une CGT qui mène la lutte des classes, sans compromission, hors du dialogue social, en construisant la riposte et globalisant les luttes. Exactement le contraire de ce qu'a fait la CGT lors des grèves contre la réforme des retraites en renvoyant toutes les décisions 'actions à une intersyndicale dominée par les organisations de collaboration de classe. Elle n'a pas tiré les enseignements de cette lutte et continue dans la voie du syndicalisme rassemblé à l'opposé de la lutte de classe.

© Copyright